PROTOCOLE D'ENGAGEMENT DE REMISE EN ETAT DE FONCTIONNEMENT, DE REPARATION ET DE MODERNISATION DE L'USINE DE MARIE-GALANTE

PREAMBULE

Une panne importante ayant endommagé la chaudière de l'usine de Marie-Galante, un coup d'arrêt a été mis au démarrage de la campagne sucrière à Marie-Galante, menaçant par la même occasion, le revenu des planteurs de l'île, celui des salariés de l'usine et des acteurs de la filière. Cet accident met en péril le devenir économique et social du Pays Marie-Galante.

Cette situation a engendré une levée de boucliers de la part des planteurs et des salariés de l'usine qui sont mobilisés depuis le jeudi 6 mai 2021.

Les exécutifs de la Région et du Département Ary CHALUS et Josette BOREL LINCERTIN se sont inquiétés de la situation dès les 21 et 22 avril en se déplaçant à l'usine.

Dès le 27 Avril, un comité de crise regroupant les acteurs de la filière et les élus de l'île s'est réuni à 4 reprises, sous l'égide de l'Etat et de la Région Guadeloupe afin de trouver des solutions pour sauver les fruits de la récolte 2021.

Le vendredi 07 mai 2021, le sous-préfet Bruno ANDRÉ, la présidente de la CCMG Maryse ETZOL et le maire de Capesterre Jean-Claude MAES se sont rendus à l'usine de Grand-Anse afin d'écouter les différentes parties et rétablir le dialogue entre elles. Une réunion a ainsi pu être organisée à la CCMG en début d'après-midi afin d'apporter les premières réponses.

Considérant la persistance de cette situation de crise, à l'invitation du député de la première circonscription Olivier SERVA, les différentes parties prenantes se sont réunies en urgence lors d'une réunion en visio-conférence le vendredi 07 mai à 17h30. Il est ressorti de cette réunion la volonté des différentes parties de rédiger un protocole d'engagement venant formaliser les modalités suivantes :

- Partie 1 : Réparation, modernisation de l'usine et activité des planteurs
- Partie 2 : Les salariés
- Partie 3 : développement de Marie-Galante

Le protocole se présente comme suit :

PROTOCOLE D'ENGAGEMENT

Toutes les parties prenantes sont unanimes : L'Usine de Marie Galante doit fonctionner à la prochaine récolte sucrière en Février 2022

Partie 1 : Réparation, modernisation de l'usine et activité des planteurs

Article 1 : La SA SRMG s'engage concernant les travaux de remise en état de fonctionnement de l'usine sur les éléments suivants :

- L'usine sera en état de fonctionnement en février 2022
- Le montant prévisionnel des travaux est de l'ordre de 1.8 millions d'euros
- Les travaux vont commencer courant juin 2021
- La SA SRMG s'engage à présenter au CSE du mercredi 19 mai 2021, le plan de financement disponible et la programmation des travaux de réparation de la chaudière, pour une mise en route de l'usine.

Article 2 : Dans le cadre de la modernisation de l'usine, la SA SRMG affirme que l'électrification de l'unité sucrière était déjà prévue. Elle s'engage à prioriser cette solution. Une délégation technique identifiée par Moun MARIE-GALANTE et la FTPE sera reçue dans les meilleurs délais à cette fin par la SA SRMG.

Article 3 : Pour maintenir l'usine en activité, la solution la plus efficiente après discussion avec les acteurs du territoire et l'étude des différents scénarii possibles, serait la

modernisation de celle-ci, sans y adosser une usine de cogénération. Ce programme de modernisation fera l'objet d'un plan de financement impliquant notamment la Région, le Département, les actionnaires de la SA SRMG et les fonds européens.

Article 4 : La Région Guadeloupe et la CCMG solliciteront l'Etat et l'IGUACANNE pour la prise en compte de la prime bagasse pour les planteurs de Marie-Galante sur le reliquat de l'AGP, au cas où le choix industriel définitif ne permettrait pas le versement de ladite prime. Si les fonds disponibles s'avéraient insuffisants, la Région apportera une compensation.

Article 5 : L'Etat et les collectivités s'engagent à accompagner les planteurs et les actionnaires dans la recherche de solutions pérennes permettant le maintien de l'usine, la relance de la canne et par voie de conséquence, des emplois et de l'activité économique qu'elle génère. Un plan de relance intégrant une augmentation significative des volumes de cannes cultivées et des modalités de rémunération des planteurs sera examiné.

De ce fait l'Etat s'engage à lancer immédiatement une mission d'inspection générale sur la filière canne sucre rhum de Marie-Galante, devant permettre d'expertiser, en associant toutes les parties prenantes, le modèle industriel le mieux adapté pour assurer l'avenir de la SA SRMG et de la filière canne. Les conclusions de cette mission d'inspection seront présentées au plus tard en juillet 2021.

Article 6 : L'industriel s'engage à remédier aux manquements environnementaux et à prendre en compte les prescriptions en matière de sécurité et de procédure issues des différentes enquêtes sur l'incident.

Article 7 : Motion des responsables politiques dans la situation de l'usine de MARIE-GALANTE

Afin de sortir de cette crise, deux solutions ont été évoquées : le transfert des cannes en Guadeloupe continentale pour un broyage à l'usine de Gardel et le broyage à la SA SRMG grâce à des moteurs et à des générateurs électriques. Cette seconde solution, dont la mise en œuvre technique sera discutée avec la SA SRMG, est celle préférée par l'ensemble des responsables politiques.

Néanmoins, le délai d'acheminement du matériel nécessaire doit être mis à profit pour effectuer le test de transfert des cannes jusqu'à l'usine de Gardel.

En effet, aujourd'hui, il n'est pas certain que l'une ou l'autre des solutions puisse être mise en œuvre, aussi il convient de s'assurer de la faisabilité des deux, en privilégiant l'électrification de la SA SRMG si les deux sont possibles.

Les parties s'engagent à se rencontrer de nouveau très rapidement si les tests de transbordement des cannes à Gardel ou de broyage des cannes par électrification à la SA SRMG s'avéraient inopérants. Cette rencontre aurait pour objet de traiter de la question de la rémunération des planteurs.

Partie 2 : Les salariés

Article 8 : Les organisations syndicales CGTG et UGTG exigent que toutes les dispositions du code de travail soient mises en œuvre afin que les salariés bénéficient de l'ensemble de leurs droits à rémunération et à formation pour l'année 2021.

A ce titre, la préfecture s'engage à ce que la DEETS vienne à Marie-Galante à partir de la semaine du 10 mai au 21 mai 2021 afin de rencontrer les salariés et la direction de l'usine.

Article 9 : L'Etat s'engage sur la prise en charge, au titre de l'activité partielle, des salariés privés de travail par l'arrêt de production du sucre consécutif à l'incident technique de la chaudière qui s'est produit le 14 avril 2021.

L'usine sera en état de fonctionnement courant février 2022.

Un plan de formation détaillé sera mis en place grâce notamment, à un accompagnement du CSE par la DEETS. Ce plan tiendra compte des connaissances acquises et à acquérir de l'ensemble des salariés de l'usine dans l'objectif d'un fonctionnement optimal de l'usine rénovée.

OCAPIAT (OPCO compétent pour l'entreprise) sera chargé de faciliter la mise en œuvre du plan de formation renforcé qui sera mis en place. Les charges de personnel lors des heures de formation seront prises en charge par OCAPIAT.

La SA SRMG, la Région et le Département s'engagent à financer un dispositif complémentaire de maintien de revenu de tous les salariés placés en activité partielle.

Le montant restant à charge dans le cadre de l'activité partielle après prise en compte des salariés en formation est évalué au maximum à 560 000 €. L'entreprise, le Conseil Régional et le Conseil Départemental s'engagent à compenser à hauteur d'un tiers chacun, le reste à charge pour couvrir 100% de la rémunération antérieure nette des salariés.

L'ensemble de ces dispositifs (activité partielle, formation, dispositif de maintien du revenu) feront l'objet d'une présentation au CSE le 19 mai en présence de la DEETS.

Partie 3 : Développement de Marie-Galante

Article 10 : Tenant compte du caractère d'urgence que connaît l'île de Marie-Galante, l'Etat déconcentré incarné par la préfecture ainsi que le député de la première circonscription s'engagent à solliciter un appui qui mobilisera les compétences interministérielles de l'Etat. Il s'agira de solliciter les directions des ministères concernés en matière de développement économique et social, d'aménagement et de développement durable. Cet appui devrait permettre à l'ensemble des acteurs concernés sur ce territoire, collectivités, acteurs agricoles, du tourisme et plus largement socio-économiques et culturels, scientifiques et universitaires d'évaluer le potentiel et de faire émerger une vision globale cohérente. Cette orientation partagée donnera lieu à la définition d'un ensemble de projets et à leurs articulations à court ou moyen terme en vue d'une réalisation permettant le développement durable et équitable de l'île.

Motions complémentaires

Article 11 : Un comité de suivi est mis en place. Il a pour mission de s'assurer de l'application effective des résolutions de ce présent protocole. Les membres du comité de suivi sont les signataires de ce protocole. Sa première réunion se tiendra le lundi 31 mai à 10 heures à Marie-Galante et en visio-conférence. Lors de cette première réunion, les plans de financement et le calendrier des travaux de la réparation de l'usine seront présentés. Le comité de suivi sera convoqué par la Préfecture.

Article 12 : Le collectif, les salariés de la SA SRMG et le syndicat des planteurs s'engagent à lever les barrages dès la signature de ce protocole.

.

La signature de ce protocole vaut engagement ferme de chacune des parties

Grand-Bourg, le 15 Mai 2021

Les signataires

Etat – Préfet de Guadeloupe
Alexandre ROCHATTE

Conseil Régional de Guadeloupe
Ary CHALUS

Conseil Départemental de Guadeloupe
Josette BOREL-LINCERTIN

Député de la première circonscription
Olivier SERVA

Présidente de la Communauté des
Communes de Marie-Galante et Maire de
Grand-Bourg
Maryse ETZOL

Maire de Saint-Louis de Marie-Galante
François NAVIS

Maire de Capesterre de Marie-Galante
Jean-Claude MAES

Président SA SRMG
Athanasie COQUIN

SICAMA Actionnaire SA SRMG
Ferdy CREANTOR

La COFEPP actionnaire majoritaire SA
SRMG
Jean-Pierre CAYARD

Directeur SA SRMG
Michel CLAVERIE

Le syndicat des planteurs
Dominique PYREE

L'UGTG
Elie DOMOTA
Jocelyn FALLA

La CGTG

Collectif MOUN MARIE-GALANTE
Thierry FABULAS
Eddy MONDUC
Lydie POULIER

La FTPE